Hollande fait mijoter Poutine

G 20. Face à un Poutine très tendu, le chef de l'Etat a été ferme sur la vente du navire Mistral à la Russie : tant que la menace russe pèse sur l'Ukraine ce sera non.

Brisbane (Australie)
De notre envoyé spécial

VLADIMIR POUTINE va-t-il claquer la porte ? Au dernier jour du G 20, qui réunit depuis hier les vingt premières puissances économiques du monde, la confusion et la tension règnent à Brisbane (Australie), où se déroule le sommet. Un signe supplémentaire de l'affrontement larvé, aux relents de guerre froide, auquel se livrent Vladimir Poutine et les dirigeants occidentaux sur fond de guerre en Ukraine.

« Le programme pour la deuxième journée a changé. Il a été raccourci », a ainsi déclaré un officiel de la délégation russe en début de soirée. Poutine ne serait pas présent lors d'un déjeuner officiel, « une sorte de divertissement », selon cette même source, prévu aujourd'hui. « Faux, le président participe à tous les événements du G 20 », a rectifié plusieurs heures plus tard le porte-parole du Kremlin, qui dément toute intention de boycotter un sommet dont Poutine a pourtant été la cible. Même François Hollande, qu'il rencontrait hier en tête à tête, y est allé de ses pressions. Avant de démarrer leur entretien à l'hôtel de Poutine, le chef de l'Etat a presque oublié de poser pour la photo officielle. Si bien que le président russe a été obligé de rattraper Hollande avant qu'il ne s'asseye. D'emblée, Poutine a mis en garde contre « les conséquences négatives » sur leurs relations que pourraient avoir les désaccords actuels entre Paris et Moscou. Ce à quoi Hollande a rétorqué : « Nous avons un devoir, c'est de régler la crise en Ukraine. » Visage de marbre, le Russe tapote de ses doigts les accoudoirs de son fauteuil… Le refus de la France de livrer son premier porte-hélicoptères Mistral à la Russie tend les relations. « Le Mistral n'a pas été évoqué durant la discussion », assurait pourtant un conseiller à l'issue de l'entretien. « Si le mot Mistral est prononcé, ce sera pour parler du vent », s'amusait même un officiel français. Hollande a choisi de faire lanterner Poutine. Volontairement. Malgré la signature d'un cessez-le-feu en Ukraine en septembre dernier, l'est du pays, aux mains des pro-Russes, est en proie au chaos. « On n'avance pas vite », estimait l'entourage du président, qui a posé des « questions précises » à Poutine sur l'application stricte de l'accord trouvé il y a deux mois. C'est du donnant-donnant : tant que la Russie continue à souffler le chaud et le froid, pas de Mistral.

> *« Nous avons un devoir, c'est de régler la crise en Ukraine »*
> **François Hollande**

Et pourtant Hollande, qui se sait surveillé par ses alliés, Barack Obama en tête, dans l'affaire des Mistral, n'a pas été le plus dur. Pour le président américain, « l'agression russe » représente « une menace pour le monde ». Selon la presse canadienne, le Premier ministre Stephen Harper a attaqué bille en tête Poutine lors de leur première rencontre hier matin : « J'imagine que je vais vous serrer la main, mais je n'ai qu'une seule chose à vous dire : vous devez sortir d'Ukraine. » David Cameron, lui, est allé jusqu'à faire un parallèle entre la Russie et l'Allemagne nazie. Le monde « doit retenir les leçons de l'Histoire » et intervenir pour stopper « un grand Etat agressant de plus petits Etats en Europe », a ainsi affirmé le Premier ministre britannique avant d'arriver au G 20. Le durcissement des sanctions qui frappent déjà Moscou est de nouveau à l'ordre du jour. Pas vraiment de quoi inciter Poutine à partager le repas final avec les Occidentaux.

ERIC HACQUEMAND

Brisbane (Australie), hier. Rencontre crispée entre François Hollande et Vladimir Poutine : le refus de la France de livrer le premier porte-hélicoptères Mistral à la Russie tend les relations entre les deux pays. *(AFP/Alain Jocard.)*

Le piège infernal du Mistral

LIVRER OU NE PAS LIVRER le Mistral, telle est la question. Le « Vladivostok », premier des deux navires de guerre vendus par la France à la Russie en 2011 pour 1,2 Md€, devrait déjà se trouver entre les mains du Kremlin. Il est pourtant toujours à quai, aux chantiers navals de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), où il a été construit. En indexant l'issue de la vente des deux porte-hélicoptères au règlement de la crise qui secoue l'est de l'Ukraine, François Hollande se retrouve désormais face à un douloureux dilemme. « Dans cette affaire, quel que soit le choix, il est mauvais », assène Tatiana Kastoueva-Jean, responsable du Centre Russie-NEI (Nouveaux Etats indépendants) à l'Ifri*. Revue des avantages et des inconvénients de chacun des scénarios.

■ **En cas de livraison,** les ouvriers du chantier naval de Saint-Nazaire vont pousser un ouf de soulagement. Et avec eux les milieux industriels. Mais ce faisant, la France risque de se mettre à dos certains de ses alliés, Américains en tête, mais pas seulement. « Ce scénario est en contradiction totale avec les sanctions imposées par l'Union européenne à la Russie. Cela contredit aussi les engagements de la France dans le cadre de l'Otan, avec les garanties données aux pays Baltes et à la Pologne, qui a déjà menacé la France de lui fermer son marché d'armement, décrypte la politologue. Par ailleurs, ce navire, c'est un engin de guerre. Il n'y a aucune garantie que ce bateau ne se retrouve pas sur le champ d'action, contre l'Ukraine. Ce serait compliqué sur le plan stratégique pour la France. »

■ **En cas de non-livraison,** la France se retrouverait avec 1,2 Md€ de navires de guerre sur les bras, sans compter les pénalités financières que la Russie menace à mots à peine voilés de réclamer. Des conséquences économiques évidemment compliquées à gérer politiquement, d'autant que Nicolas Sarkozy, à l'origine de la signature de « cet héritage empoisonné », selon l'expression d'une source officielle, s'est clairement positionné hier en faveur d'une livraison. « La France doit honorer sa parole », a-t-il assené, en meeting hier matin à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). « Diplomatiquement aussi, ce serait une catastrophe pour les relations franco-russes », relève Tatiana Kastoueva-Jean. Mais d'après la spécialiste, c'est le report permanent de la décision ultime qui est le plus gênant pour la France. « Ce louvoiement est dévalorisant. Pour un pays qui prétend avoir un rôle de premier plan en matière de relations internationales, cette situation est extrêmement compromettante », conclut-elle.

AVA DJAMSHIDI

** Institut français des relations internationales.*

Le « Vladivostok » est toujours à quai, à Saint-Nazaire. *(AFP/Jean-Sébastien Evrard.)*

Et maintenant, la Nouvelle-Calédonie

Direction le Caillou. Après le G 20 à Brisbane, en Australie, François Hollande continue son périple dans le Pacifique. Le chef de l'Etat doit arriver ce matin en Nouvelle-Calédonie pour une visite d'à peine trente-six heures. Comme tous ses prédécesseurs, le président va recevoir un accueil coutumier à l'aéroport de Nouméa avant de plonger dans le vif d'un sujet très sensible pour tous les gouvernements, de gauche comme de droite, depuis plus de vingt ans : celui de l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie et de l'indépendance ou pas de l'île. François Hollande a déjà prévu d'envoyer quelques signes symboliques de réconciliation en se recueillant dans la soirée sur les tombes de Jacques Lafleur et de Jean-Marie Tjibaou, deux des principaux protagonistes des accords de Matignon signés en 1988 et qui ont ramené la paix après plusieurs années de violences entre indépendantistes et loyalistes. **E.H.**

Bouteflika quitte la France

TROIS JOURS d'hospitalisation et puis s'en va. Abdelaziz Bouteflika, 77 ans, a quitté la France hier. Le président algérien est reparti de la clinique Alembert, à Grenoble (Isère), dans une ambulance escortée par plusieurs véhicules de police, en direction de l'aéroport où l'attendait un avion de la présidence algérienne. Il était arrivé en catimini jeudi pour se rendre dans l'établissement de santé afin d'y suivre, selon nos informations, des soins qui avaient été programmés à l'avance. Comme prévu initialement par l'équipe médicale restreinte qui l'a pris en charge, Bouteflika a quitté la clinique hier. Très affaibli depuis un accident vasculaire cérébral en 2013, l'état de santé de celui qui a été réélu pour un quatrième mandat en avril fait l'objet de rumeurs récurrentes. **A.D.**

François Lamy rejoint Aubry à Lille

« JE VAIS VIVRE et militer à Lille. » Hier matin, François Lamy, député PS de l'Essonne et ancien ministre délégué à la Ville, a annoncé qu'il rejoignait Martine Aubry, la maire (PS) de la capitale du Nord, tout en « restant député de la nation ». Celui qui fut maire de Palaiseau de 2001 à 2012 a démissionné mercredi soir de son poste de conseiller municipal d'opposition. Pour Martine Aubry, il s'agit d'une « très bonne nouvelle pour Lille, le Nord et la région car François Lamy fait de la politique comme nous ici, en essayant de donner du sens et de la cohésion ». L'ancien ministre a précisé qu'il n'occuperait pas de fonction au sein de la mairie. « Il y a déjà une équipe en place très compétente », confie François Lamy. Pierre de Saintignon, qui brigue la tête de liste socialiste pour les élections régionales de 2015, a fait part de son « désir que François nous rejoigne ». « On verra, ce n'est pas le moment pour l'instant, répond Lamy. Mais ce qui est sûr, c'est que je n'irai pas sur une liste en Ile-de-France. » **CÉCILE CHEVALLIER**

En bref

■ **PLUSIEURS MILLIERS DE PERSONNES** ont manifesté hier « contre l'austérité du gouvernement Valls » dans une trentaine de villes à l'appel du collectif Alternative à l'austérité, composé de partis de la gauche de la gauche, de syndicats et d'associations. A Paris, ce sont 7 500 selon la police et 30 000 personnes selon les organisateurs qui ont défilé derrière Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent ou encore Olivier Besancenot.

AUJOURD'HUI
à 18 h 10 en direct
« Tous politiques »
avec
Hervé Mariton
France inter
Le Parisien Aujourd'hui en France